

22 JUIL. 2022

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du**  
**en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement de la**  
**société Albi Remblais Recyclés, de respecter les prescriptions applicables à l'installation de**  
**stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante exploitée sur le**  
**territoire de la commune de DENAT**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
  - Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
  - Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2021, portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
  - Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale en date du 15 juillet 2020 relatif à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Dénat (81) exploitées par la société ALBI REMBLAIS RECYCLES ;
  - Vu** l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé qui dispose : « *Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.* » ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
  - Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 22 juin 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
  - Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que lors de la visite en date du 5 mai 2022 l'inspection des installations classées a constaté l'absence de recouvrement des déchets amiantés stockés dans le casier C4 depuis le début de l'exploitation ;

**Considérant** que les photos transmises par l'exploitant, par courrier électronique du 16 mai 2022, attestent de la mise en place de matériaux sur une partie des déchets amiantés mais ne permettent pas de s'assurer que le recouvrement est réalisé avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé ;

**Considérant** que le manquement aux dispositions de l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de recouvrement peut entraîner une dégradation des déchets amiantés et une libération de fibres d'amiantes ;

**Considérant** que face à ce manquement il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Albi Remblais Recyclés de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn*

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup> - mise en demeure**

La société Albi Remblais Recyclés, exploitant une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé **sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, en recouvrant les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante d'une épaisseur supérieure à 20 centimètres avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement.

### **Article 2 - sanction**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 512-18 du Code de l'environnement.

### **Article 3 - publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Dénat;
- le même arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement ;

### **Article 4 - délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction :

- conformément à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La décision mentionnée à l'article 1 peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie l'inspection des installations classées et le maire de Dénat sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société Albi Remblais Recyclés à Denat.

Fait à Albi, le 22 JUIL. 2022

**Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général**

A blue ink signature, appearing to be 'F. Chollet', written over a horizontal line.

Fabien CHOLLET